

« Le bénévolat a besoin de revenus quand il sert les biens communs liés à la vie démocratique ».

Bonjour Mesdames , bonjour Messieurs ,

La proposition faite pour le développement du Pays Midi-Quercy s'inscrit dans un mouvement d'associations d'Economie Sociale et Solidaire et d'associations de la Société Civile dépassant largement les frontières du territoire .

Cette proposition est une troisième voie pour sortir des oppositions qui fracturent nos vies sociales économiques et nos santés . Par conséquent, elle invite les consciences à sortir des points de vue partisans vers une autogestion coopérative de l'information responsable en faisant appel à l'engagement profitable pour tous et ouvrant la voie coopérative entre élus au service de leurs peuples et responsables de la Société Civile.

Le site Lien en Pays d'OC est le cœur situé à la convergence d'informations responsables montant d'associations de la Société Civile résistant au système dirigé par des lobbies financiers dévastateurs et imposant leurs lois injustes.

La gestion de ces informations, indispensable à la vie démocratique est assurée par une seule personne bénévolement et gratuitement. Ce travail demande de plus en plus de temps , et de main d'oeuvre pour constituer une équipe , mais cette équipe a besoin de revenus.

Les équipes travaillant dans les réseaux de l'information responsable ouvrent des voies pour l'avenir car la gestion d'une bonne information précède celle des échanges entretenant les biens communs indispensables à l'indépendance énergétique, à la nourriture, à la culture et aux besoins d'existence. L'autogestion coopérative de l'information responsable développant la vie démocratique sous forme de participations permet aux institutions subventionnées , à l'argent privé des citoyens de coopérer face au développement de la dette publique et du chômage. Elle ouvre des voies aux subventions liées à l'héritage et aux projets n'ayant plus aucune utilité à la vie publique tournée vers l'écologie de la Planète , de prolonger leurs places dans la vie économique et créative de chacun liée aux besoins essentiels de l'être humain et aux moyens à mettre en œuvre pour les accomplir durablement.

Vous trouverez dans le site <http://www.lienenpaysdoc.com/> toutes les propositions nécessaires à l'autogestion coopérative de l'information responsable démocratique en vous invitant à participer selon vos possibilités à cette mise en œuvre.

En vous remerciant pour la coopération.

René Chaboy membre du Conseil de Développement Pays Midi-Quercy

Nos territoires et la République Française ont-ils encore leur place dans un monde en pleine mutation ?

Oui, si la fracture entre élus locaux et la Société Civile est abordée démocratiquement .

L'auto-financement coopératif de l'information responsable : outil de communication démocratique dans une France sans frontières avec les peuples de nos territoires mais aussi de toute la Planète.

Soutenez un projet démocratique évolutif sans frontières avec l'économie durable et équitable , sociale et solidaire, l'écologie, la culture et l'avenir concret de l'être humain au centre des décisions. Vivre avec son temps demande de construire le lien entre le développement des réseaux numériques et les rencontres locales avec les acteurs de nos territoires, les élus autour de la démocratie participative.

Des priorités en Pays Midi Quercy pouvant être celles d'autres Pays et Territoires voisins

- Tendre vers l'indépendance énergétique et alimentaire
- Participer à la démocratie participative à partir des villages **et territoires ruraux**
- Favoriser dans nos villages un tourisme de transition pour passer du festif et de la

consommation passive à une formation participative à la vie locale durable rurale en réseaux coopératifs pour produire autrement.

- Tendre vers une constituante pour favoriser l'évolution démocratique et républicaine de nos Pays et territoires et l'accueil dans les territoires à faible densité.
- **Développer l'auto-financement coopératif de l'information responsable et sortir du système flou et inéquitable des subventions. (Mixage coopératif entre privé et public vers des biens communs du développement durable)**
" Le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins."
- Mettre des moyens simples de coordination diffusant l'information responsable et des propositions concrètes si nous voulons sensibiliser les habitants à la citoyenneté et à la démocratie participative. (des journaux locaux reliés aux réseaux numériques est la solution pour bâtir à partir de la base sociale locale).

Cette proposition répond aux objectifs des ateliers de prospective suite à l'évaluation de la coopération inter-territoriale leader IV avec les Pays porte de Gascogne, Pays Midi-Quercy, Parc naturel régional des Causses du Quercy, Pays Bourrian et Pays d'Auch.

Elle vient prolonger le dialogue de la démarche de prospective de l'étude pilotée par la Datar (territoires 2040 : scenarii pour imaginer le futur des territoires à faible densité) en faisant connaître aux institutionnels la démarche complémentaire proposée par le réseau coopératif d'information responsable d'associations d'Economie Sociale et Solidaire et de la Société Civile.

Proposition d'un auto-financement coopératif de l'information responsable pour sa gestion et sa diffusion ou des circuits courts de l'information.

« les produits circulent mais les idées coopératives restent encore bien immobiles »

Constats de la situation sociale , culturelle, écologique et économique locale et globale :

La publicité, pouvoir des lobbies endort la plupart des consommateurs : par des procédés répétitifs et variés aux coûts considérables, martèle continuellement les esprits par des « idées toutes prêtes à la consommation ». LA PUB dirige la société humaine vers un rêve de croissance et de puissance sans fin faisant de la consommation l'objectif unique de notre civilisation « moderne ».

La propagande est construite sous forme d'appels à une consommation de produits superflus, bien souvent de très mauvaise qualité , « enveloppés dans de belles images sur des paquets allant inonder nos poubelles ».. Cette stratégie d'endormissement coûte très cher à notre économie nationale, européenne et mondiale en servant le pouvoir et les intérêts des grandes productions industrielles mondialisées.

La stratégie de guerre économique basée sur la croissance infinie de matériels de plus en plus sophistiqués, combat une économie locale responsable plus proche des besoins essentiels des êtres humains, moins gourmande en énergie, en packaging, en matériels gigantesques et en transports. Le pouvoir infini du grand marché unique combat une économie participative par laquelle les citoyens peuvent exprimer leur place créative d'êtres humains responsables : la réelle production économique est ainsi inexistante et le chômage se développe.

La participation à une richesse nationale est possible : une coopération de l'information responsable dépasse ce système unique voulant rester seul aux commandes en asservissant l'esprit humain. Sans s'associer aux intérêts coopératifs des peuples et à leur liberté d'entreprendre, les élus risquent de rester en dehors d'une évolution de la société qui les dépassera parce qu'ils n'auront pas cherché à comprendre un fondement équitable social , culturel , écologique et économique issu de la base d'une Société à recomposer en urgence.

En ce qui concerne plus particulièrement la nourriture produite pour les animaux et les hommes : le développement de la malbouffe combat, depuis des dizaines d'années , la liberté d'une production alimentaire en biodiversité en lui opposant le développement des pesticides et OGM. Les maladies

en pleine croissance favorisent le marché des médicaments, ce cycle fermé infernal d'un marché unique (se moquant éperdument de la vie humaine) ne peut être soutenu par des élus responsables . **La coopération à la diffusion d'une information responsable** est la solution la mieux adaptée aux « êtres humains de bonne volonté » pour sortir de cet emprisonnement infernal et construire une défense face à ce grand marché unique destructeur.

Le système des multinationales combat en permanence les idées créatives pour ainsi, ne jamais remettre en cause sa stratégie de croissance sans fin . Il enlève et détruit notre société entière en conseillant et en payant « les dirigeants qui le veulent bien » à poursuivre cette stratégie suicidaire vers l'augmentation de la dette, sa suite de conséquences catastrophiques au service des intérêts minoritaires de leurs privilégiés se réduisant comme une peau de chagrin.

- Le travail innovant n'est plus reconnu socialement , il est porté par un statut de bénévole alors que le système de production gaspilleur d' énergie humaine et de ressources naturelles , paye de hauts salaires aux fidèles collaborateurs. En continuant d'influencer un pouvoir de décisions sans répartition, le système nuisible, flou et inéquitable, de subventions poursuit cette stratégie opaque dont les règles sont toujours fixées par la minorité dirigeante du pouvoir et des petits pouvoirs en circuit fermé.
- Dans ces fonctionnements mondialisés causes de l'augmentation de la dette publique et de la conservation du système archaïque , la plupart des élus sont devenus les représentants de ce commerce « donnant l'illusion d'une garantie pour une profession à vie » mais qui les place au centre d'un accroissement perpétuel de perte de confiance et de rejet du peuple, traduit par des absentions et des votes blancs lors des élections.
- L'invasion de produits (très souvent superflus) fabriqués très loin des consommateurs, permet la hausse des spéculations.

Si nous voulons réduire le développement du chômage et de la misère, favoriser la démocratie et la paix et éviter ainsi les luttes perpétuelles de « tous contre tous », une réforme prioritaire du système politique national est nécessaire:

pour libérer réellement la production économique . C'est en donnant les moyens d'investir dans « le travail local en réseau coopératif d'infrastructures manquantes » et en ayant le courage de faire face au système archaïque politico-économique qui régit le monde de la consommation que nous sortirons des dettes et de la misère.

- La fracture entre les consommateurs de la Société Civile , et leurs élus ne pouvant jamais garantir leurs promesses électorales , interroge sur la mise en place de nouvelles formes sociales d'intermédiaires ayant la capacité de prolonger une autre voie vers des ouvertures possibles et indispensables. Ces ouvertures donneront la marge de liberté afin d'agir directement dans une économie locale de proximité innovante inventant en permanence grâce à l'esprit coopératif . Ce moyen de rassembler et de structurer, évitera la confusion permanente et l'opacité, l' information responsable garantit la clarification et l'évolution de la démocratie participative en dynamisant le renouveau de la vie républicaine . Une construction s'appuyant sur le terrain de la vie économique dans l'esprit d'un projet coopératif de démocratie participative permet aux élus de reconquérir leur pouvoir de servir les intérêts de leurs peuples.

Etablir la démocratie participative à partir des villages

Vandoncourt : ce village du Doubs pratique la démocratie participative depuis 20 ans résultat une économie sans dette publique. Note attribuée à sa gestion par les contribuables associés 20/20
<http://www.contribuables.org/>

Caylus "sans frontière", le Tourisme en transition, l'indépendance énergétique et alimentaire.

Un projet de tourisme en transition et durable pour animer nos villages tout le long de l'année

http://www.lienenpaysdoc.com/index.php?option=com_content&view=article&id=332:caylus-et-le-tourisme-durable-&catid=13:agenda&Itemid=59#.UgsWgX-Hgac

La démocratie participative à instaurer et à cultiver dans les villages quand municipalité , acteurs du développement et habitants ne communiquent jamais autour d'une table.

Apprendre à écouter les points de vue des autres selon la pensée de Voltaire « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire ».

Une démarche concrète à mettre en œuvre tout en préparant les municipales de 2014, car nos villages souffrent de ce manque de propositions si favorables au développement de la vie démocratique pour leur revitalisation et un bien vivre ensemble vers un projet commun d'avenir.

La gauche a besoin de manière vitale que les gens pensent Isabelle Stengers.

Etre demandeur de subventions , en demandant en complément la participation des élus aux manifestations des représentations associatives : est ce bien la solution économique et démocratique qui permettra de motiver les différentes responsabilités locales pour construire un avenir durable ?

Ne faut-il pas prolonger ces actions par des travaux concrets sur la nature démocratique et républicaine dans nos territoires ?

«Nous ne sommes plus en République et fort peu en Démocratie .

C'est quoi les principes de la République? » André Bellon Pdt de l'association pour une constituante

Une conférence sur l'économie et la politique simple mais très réaliste , à ne pas manquer

Ecouter la conférence débat sur la démocratie à Toulouse

http://www.lienenpaysdoc.com/index.php?option=com_content&view=article&id=431:pour-que-la-democratie-continue-a-vivre-&catid=13:agenda&Itemid=59#.UgsaKX-Hgad

ÉTAT, NATION, RÉPUBLIQUE, SOUVERAINETE NATIONALE : VIDÉOS

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 22 août 2013.

Vous trouverez ci-dessous les vidéos de l'université d'automne 2012 du M'PEP (La Baume-lez-Aix, novembre 2012), filière 6 « État, Nation, République, souveraineté nationale ».

• **Vidéo « Patriotisme et internationalisme, la nation, une idée de chair »**

- Marie Dutro, porte-parole M'PEP 59, introduction.
- Jean-Luc Pujo, président des Clubs "Penser la France".
- Georges Gastaud, professeur de philosophie, syndicaliste enseignant, ancien membre du comité départemental du PCF-62, secrétaire national du Pôle de Renaissance Communiste en France et directeur politique du mensuel Initiative communiste. Dernier ouvrage publié : Patriotisme et internationalisme, éditions du CISC, 2010.

<http://www.m-pep.org/spip.php?article3174>

• **Vidéos « Une constituante ? Quelles modalités ? Le tirage au sort ? »**

- Michèle Dessenne, porte-parole du M'PEP.
- Etienne Chouard, professeur d'économie et de droit.
- Florence Gauthier, historienne, spécialiste de la Révolution française.

<http://www.m-pep.org/spip.php?article3301>

Pour obtenir des informations sur l'université 2013 du M'PEP à Limoges, cliquez ci-dessous :
<http://www.m-pep.org/spip.php?article3359>

Etre demandeurs de subventions n'est pas suffisant pour alimenter le débat démocratique, les demandes créent un esprit de compétition pas toujours équitable entre celles qui en reçoivent et celles qui n'en reçoivent pas .

De plus celles qui sont subventionnées peuvent avoir l'impression de ne pas en avoir assez par rapport à celles qui en reçoivent beaucoup plus. Les esprits corporatistes sont ravivés par le fait que certaines professions veulent passer pour les seules capables de rénover le système à partir de leurs visions restrictives . Le monde bouge, les métiers évoluent et la communication par la diffusion de l'information et la mise en relation (le lien concret) pour combler la fracture sociale est indispensable à la démocratie et à la République française.

Nous devons participer concrètement à des inter-activités mettant en lien tous les métiers en pleine évolution avec l'utilisation des réseaux numériques.

Le système des subventions n'est pas le principe démocratique adapté à notre société utilisant internet et qui travaille bénévolement pour faire circuler les informations responsables.

Le savoir c'est le pouvoir; il doit devenir coopératif pour éviter la gestion des grands projets inutiles ayant un coût considérable pour notre société devant réduire sa consommation et mieux produire.

Offrir aux élus des services qui répondent à leurs préoccupations face au chômage galopant est le moyen concret de garantir l'évolution de l'équité et la démocratie : modèle à développer en relation étroite avec les acteurs de la Société Civile.

Des forums pour l'avenir économique, écologique, social et culturel de nos territoires en prolongement de ceux qui existent sur Internet sont incontournables . Certes un théâtre public sur des sujets invitant les habitants d'un village (voire de villages) contribue à faire prendre part à la vie sociale , mais nous devons utiliser en plus les moyens des forums numériques pour prolonger ces initiatives et donner concrètement à nos concitoyens et aux élus les moyens de se rencontrer « dans la pensée active » pour réaliser la mise en place de projets de biens communs sans frontières puisque nous avons aujourd'hui au-delà d'un seul pays l'obligation de construire avec les citoyens du Monde.

La guerre politico-économique est mondiale et nous devons toucher directement la remise en cause de ce système unique. La Société Civile doit parvenir à introduire la pensée de notre temps « Penser global et agir local » en ayant les moyens de participer à élargir un champ de vision de la vie politique au delà des intérêts particuliers de partis , syndicats et corporatistes etc....

Voir

Le domaine flou et inéquitable des subventions

http://www.lienenpaysdoc.com/index.php?option=com_content&view=article&id=440%3Ale-domaine-flou-et-inequitable-des-subventions-&catid=13%3Aagenda&Itemid=59#.UgydLH-Hgaf

Le système d'empilage des subventions correspond au système d'empilage administratif connu sous « l'appellation de mille feuilles »

Europe-Etat- Région-Département- Communauté de communes- Pays- Communes crée un système d'empilages de subventions . Ces subventions combattent l'économie libre et réelle et développe « la ou les dettes publiques ».

Reprenons l'économie à son point de départ ; à partir des besoins essentiels : alimentation , habillement , logement ...L'alimentation est dénoncée depuis plus de quarante ans comme dangereuse pour la santé pour les pesticides et les engrais qu'elle emploie à la production , pour l'énergie qu'elle emploie lors de la distribution ; carburant , transport , gigantesques chaînes du froid : réfrigération , congélation complétées par les déchets : emballage...et par la PUB

Tout ce système a un coût que le consommateur paie ou qui est transféré dans la dette publique . Pour faire face au système agricole utilisant pesticides , engrais et continuellement sous la pression des OGM les agricultures en biodiversité tentent de se développer .

Les exploitations sont plus petites et reçoivent moins de subventions à l'hectare. Toutefois des subventions sont accordées pour la mise en place de la distribution des circuits courts . Des Offices de Tourisme reçoivent des subventions pour aider à la vente locale de ces produits : marchés gourmands . Certains de ces OTs se plaignent de ne plus avoir de bénévoles pour installer et organiser ces marchés gourmands .

Peut-on demander au bénévolat de faire un travail qui pourrait être payé par les subventions reçues en croissance régulière de chômage ?

Un autre exemple : dans mon village (cet exemple peut être le cas d'autre village) des associations reçoivent des subventions pour « aider l'artisanat » .

En augmentant le nombre des exposants, le chiffre de vente de chaque exposant baisse vu que globalement les consommateurs ont de moins en moins de pouvoir d'achat , mais les organisateurs sont les seuls gagnants si ils ne redistribuent pas la subvention aux artisans ou si la PUB a été la seule gagnante de cette histoire.

Ces exemples rappellent que dans l'appellation des circuits courts un élargissement est nécessaire pour faire face au système flou et inéquitable des subventions. Le prolongement dans la clarification et la transparence est le moyen de réduire les empilages financiers qui allongent le coût au détriment de la qualité et des revenus qui sont liés à cette qualité de l'information responsable.

Dépasser la demande aux aides et devenir offreur de services adaptés à la construction de réseaux coopératifs pour auto-gérer l'information responsable : le savoir partagé en communs devenant le nouveau pouvoir .

Elus de tout le système administratif (mille-feuilles) Europe-Etat-Région-Département -Communauté de communes- Communes, Consommateurs de la Société Civile, associations, institutions, syndicats, corporatismes professionnels, entreprises sommes responsables des conséquences catastrophiques du système politico-économique piloté par les grands lobbies car nous avons tous participé à différents niveaux à ce qu'il soit devenu le monstre antisocial que nous combattons tous avec plus ou moins d'engagement.

Offre de participation « d'échanges de pensée » dans un espace numérique permettant aux différentes responsabilités et acteurs de la vie publique de prolonger une démocratie participative à partir des villages de la vie rurale avec les élus et les associations de la Société Civile largement impliquées dans cette démarche .

- Des prises de parts à la coopération de financement pour une information responsable est la démarche élargie proposée pour sortir du circuit fermé des subventions et de la prise de décision limitée. L'information en coopération de réseaux contribue à construire la transition vers la réelle libéralisation de l'économie durable locale.

Un réseau numérique national et international existant composé de sites, de blogs, de réseaux sociaux permet la gestion de l'évolution permanente des infos, des idées

Un site Lien en pays d'OC géré quotidiennement en relation avec ce réseau numérique sur Internet existe en Pays Midi Quercy et correspond en permanence par une communication inter-active : un travail concret bénévole prenant un temps considérable.

Les réseaux sociaux sur internet : j'administre actuellement plusieurs groupes
sur facebook

- Mon réseau personnel 2840 membres
- Un autre monde possible et indispensable 1850 membres
- Consommer, semer et entreprendre librement sur nos territoires 1500 membres
- La fête du travail des bénévoles pour une économie sociale et écologique 1260 membres
- Evenement Quercy-Rouergue 1530 membres
- participe à plus de 100 groupes

sur viadéo 1660 contacts participation à 50 groupes
sur LinkedIn 710 contacts et participation à 10 groupes
dont « Quelle est votre vision de la France en 2025 ?
et « Les effets pervers du bénévolat »
sur Newmanity 450 contacts et participe à 5 groupes
sur Coogole 320 contacts

Participe au groupe Humanité et biodiversité avec Hubert Reeves

Envoi régulier d'informations au Labo Economie Sociale et Solidaire et à un réseau mails de 4000 adresses .

Je travaille dans et avec **l'associatif** qui recherche la combinaison entre la gestion papier et le numérique .

L'augmentation des membres dans ces groupes et ce réseau prouve la pertinence de l'information responsable, traitée et synthétisée par des envois réguliers.

La démarche d'un réseau par l'auto-financement coopératif, la gestion et la diffusion de l'information responsable avec les techniques de l'information de notre temps nous permet de vivre concrètement une reconstruction politico-économique avec les acteurs du développement et d'évoluer en tenant compte des enjeux planétaires d'avenir pour les mettre en place localement.

Comparaison entre un besoin financier délégué à des élus travaillant pour le pouvoir archaïque du modèle unique de la croissance infinie et un auto-financement coopératif de l'information responsable.

Exemple du site de Sarkozy-Bruni et des grands projets inutiles

voir <http://www.lienpaysdoc.com/>

L'autogestion coopérative de l'information responsable: le moyen de réduire la dette, de remplacer les subventions publiques imposées par les hautes sphères du pouvoir détruisant les services publics.

http://www.lienpaysdoc.com/index.php?option=com_content&view=article&id=436:lautogestion-cooperative-&catid=13:agenda&Itemid=59#Ugsdc3-Hgad

Voulez-vous participer à l'autofinancement coopératif de Lien en pays d'OC ?

Proposition d'un budget d'autofinancement coopératif pour bâtir et diffuser une information libre et responsable .

Une adhésion pour une bannière dans le site Lien en pays d'OC : 40 Euros par an

Adhésion libre (le montant est laissé à l'appréciation libre pour le service du travail rendu)

Une adhésion à l'association Lien en Pays d'OC qui validera les propositions nécessaires à l'évolution du projet et qui garantira le respect des objectifs des statuts de l'association : 8 euros par an .

Voir le budget prévisionnel <http://www.lienenpaysdoc.com/images/pdf/budgetprv45.pdf>

http://www.lienenpaysdoc.com/index.php?option=com_content&view=article&id=430:voulez-vous-participer-a-lautofinancement-cooperatif-de-lien-en-pays-doc-&catid=13:agenda&Itemid=59#.UgseLH-Hgac

La participation mixte publique-privée est de loin la moins coûteuse en rapport de tout site fabriqué dans l'esprit du pouvoir non partagé avec les économies populaires et sans l'avis des habitants.

Bientôt les municipales 2014 préparons les concrètement . Voir votre maire est-il dépensier ?

<http://www.contribuables.org/argus-des-communes/>

René Chaboy

Membre du Conseil de Développement de Pays Midi-Quercy

participe au groupe de travail sur la vulnérabilité de Pays Midi-Quercy

de l'Office de Tourisme de Caylus

de l'association pour une constituante

des contribuables associés

de Terre de liens

de la banque coopérative NEF

Pdt de l'association lien en Pays d'OC